

Mouvement lycéen : une cartographie inédite

Philippe Escande

8-10 minutes

Article réservé aux abonnés



A l'issue de leur « AG » des étudiants de l'université Jean-Jaurès le Mirail de Toulouse votent pour rejoindre les « gilets jaunes », le 6 décembre. MATTHIEU RONDEL POUR "LE MONDE"

Les enseignants l'admettent volontiers : la mobilisation lycéenne qui s'est déployée dans le sillage des « gilets jaunes » les a pris de court. Pas seulement par la contagion rapide d'une académie à l'autre – jusqu'à 470 lycées ont été perturbés sur 4 000 au total, dont 2 500 publics. Pas seulement par son installation dans la durée (deux semaines de blocages, depuis le 30 novembre) ou par ses excès de violence localisés, d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) à Orléans, chef-lieu du Loiret, en passant par Blagnac (Haute-Garonne) ou Mantes-la-Jolie (Yvelines).

Ce qui interpelle les observateurs de ce mouvement de jeunesse, qu'ils soient sociologues, proviseurs, ou chercheurs, c'est bien, aujourd'hui, sa géographie.

Quelques exemples suffisent ainsi à dessiner ses contours inédits. A Paris, les grands lycées de l'Est – ceux du cours de Vincennes notamment – n'ont pas joué le rôle moteur endossé habituellement, contre la loi travail, la loi Fillon, le lycée Darcos, le contrat première embauche (CPE)... A Rouen, les chemins empruntés par les lycéens sont eux aussi venus rebattre la carte habituelle des mobilisations : plutôt que des établissements « bourgeois » de la rive droite, les premiers défilés sont partis des lycées, plus populaires, de la rive gauche.

Les « enfants des « gilets jaunes » » ?

Les autres exemples avancés se résument, souvent, au nom de villes de taille moyenne qui, jour après jour, ont vu leur jeunesse faire les gros titres de la presse locale : à Digne-les-Bains, chef-lieu

des Alpes-de-Haute-Provence, un millier de lycéens sont descendus dans la rue. A Cambrai (Nord), ils étaient 600 à manifester. A Dijon, en Côte-d'Or, on en a recensé 200 devant le rectorat...

Est-ce une mobilisation des « *enfants des "gilets jaunes"* » ? Le réveil d'une frange de la jeunesse qui partage, avec ses parents, des fins de mois difficiles et un sentiment de déclassement ? C'est l'une des grilles d'analyse retenues. « *Sur les ronds-points s'observe une cohésion intergénérationnelle*, défend Michelle Zancarini-Fournel, historienne. *On voit des jeunes rejoindre des retraités, c'est suffisamment rare pour être souligné.* »

Lire aussi [Lycéens et étudiants rejoignent les « gilets jaunes » dans le rejet de la Macronie](#)

Nous l'avons vérifié dans plusieurs académies – dont Lille, Montpellier et Marseille – en épluchant la presse quotidienne régionale, en sollicitant les rectorats, mais aussi, au cas par cas, les personnels des établissements bloqués.

Dans l'académie de Lille, aux côtés des élèves lillois – ceux du lycée international Montebello, bloqué à répétition –, la jeunesse de Denain et de Liévin a, elle aussi, donné de la voix, parfois en endossant un gilet jaune, alors que le mouvement débutait à peine, le 30 novembre. Les lycéens de Cambrai, de Coudekerque-Branché, ou, dans le Pas-de-Calais, de Lens ou d'Oignies ont ensuite rejoint le mouvement, au fil de plusieurs journées de mobilisation nationale – lundi 3 décembre, jeudi 6, vendredi 7 ou encore le « mardi noir » du 11 décembre. « *Se font entendre des territoires périurbains souvent très défavorisés, qui peinent à se relever de la crise de l'industrie*, constate un universitaire lillois. *C'est relativement inédit.* »

« Deux logiques se superposent »

On assiste à une possible « *inversion des déclencheurs du mouvement* », avance l'historien Claude Lelièvre :

« *L'effervescence n'est pas à Paris. Elle est en province et dans les petites villes, ce qui ne veut pas dire qu'elle est périphérique* », souligne-t-il.

Autour de Montpellier, parmi les premiers établissements mobilisés se sont illustrés un lycée d'enseignement professionnel agricole à Frontignan (Hérault) ainsi qu'un centre de formation des apprentis à Rodilhan (Gard). Devant ce CFA, le 5 décembre, une quarantaine d'élèves ont installé un « barrage filtrant » en soutien aux « gilets jaunes ». Dans la foulée, plusieurs établissements nîmois se sont mobilisés. Le 7, le mouvement s'étendait, dans l'Hérault, à Montpellier, Lodève, Lunel, Agde, Sète...

Face aux débordements, la rectrice, Béatrice Gilles – anciennement nommée à Créteil – a appelé les lycéens au calme. « *Ce sont des zones très pauvres, très désocialisées que l'on voit s'animer*, confirme l'universitaire montpelliérain Yann Bisiou. *Pendant ce temps-là, certains grands lycées de Montpellier ne bougent pas.* »

Il y a, depuis Mai 68, une forme de régularité dans la construction des mouvements de jeunesse qui semble aujourd'hui s'infléchir, abonde l'enseignant chercheur Vincent Troger. « *Un mouvement se déclenche toujours soit contre une réforme éducative, soit pour*

rejoindre une contestation sociale, explique-t-il. Dans le cas présent, les deux logiques se superposent. L'originalité est aussi là. » A Nantes, où il enseigne, Vincent Troger a ainsi le sentiment que plusieurs « lycées de la périphérie », contrairement aux mobilisations antérieures, ont joué le rôle de « moteurs ».

« L'étincelle est partie des filières technologiques »

A Béziers (Hérault), Bruno Modica, professeur d'histoire, constate que la « vague » s'est élancée des lycées professionnels et polyvalents avant de gagner le centre-ville. « *Ce sont les enfants des villages périphériques de Béziers qui se font entendre, dit-il, et pas les jeunes politisés ou les casseurs professionnels.* »

Des casseurs, on a pu en voir à l'œuvre dans les académies de Créteil, Versailles et Toulouse notamment, là où l'institution a comptabilisé le plus de blocages ayant dégénéré. « *Que les établissements de banlieue autour de moi se mobilisent, en soi, ça ne me surprend pas, confie un enseignant d'Aubervilliers, lui-même mobilisé. Mais à ce point-là, c'est du jamais vu en éducation prioritaire depuis une dizaine d'années.* »

Au sein même des lycées, c'est sur le profil des jeunes engagés qu'insiste Stéphane Rio, enseignant d'histoire à Marseille. « *L'étincelle est partie des filières technologiques, de manière rapide et éruptive* », témoigne-t-il. Ce professeur dit avoir d'abord vu sur les blocus des jeunes peu politisés, parlant autant d'eux que de leurs parents. Des adolescents qui n'ont pas toujours les codes des « bons élèves », ne réclament pas d'« AG », ne veulent pas nécessairement rejoindre les défilés. « *Ils prônent le blocage pur et simple, observe cet enseignant, et tenir le lycée comme on tient un rond-point* ».

A la tête d'un lycée de Liévin (Nord), devant lequel une centaine de jeunes se sont relayés durant huit jours, ce proviseur ne dit pas autre chose : « *Ce ne sont pas nos jeunes intellos qui sont en première ligne* », lâche-t-il.

« Une crainte commune »

Dans l'académie de Marseille, où les débordements ont poussé à la fermeture préventive d'au moins cinq établissements, la jeunesse s'est d'abord illustrée à Martigues avant de battre le pavé dans la cité phocéenne, Aix, Gardanne, etc.

Ici comme ailleurs, disent les syndicalistes, il semble qu'un tournant ait été pris dans le sillage des interpellations de Mantes-la-Jolie (Yvelines) et des images des 151 jeunes agenouillés, les mains sur la tête, qui ont inondé les réseaux sociaux le 6 décembre.

Lire aussi [La vidéo de l'interpellation collective de dizaines de lycéens à Mantes-la-Jolie provoque de vives réactions](#)

Depuis, à écouter les enseignants, les mots d'ordre « *proprement lycéens* » résonnent plus haut. « *Les jeunesses se sont unies, reprend Stéphane Rio, pour dire leur crainte commune : que les réformes en cours – celles du lycée, du bac, de Parcoursup – accroissent des inégalités dont ils seront les premières victimes* ».

« *Le bac ne sera plus le même selon les établissements* », martèlent-ils d'un blocage à l'autre. Et la sélection à l'entrée à l'université les laissera « *sur le carreau* ».

Mattea Battaglia et Camille Stromboni

[Réagissez ou consultez l'ensemble des commentaires](#)